



Ville de Vernon
EN NORMANDIE

**Direction de l'aménagement Urbain
Voirie et réseaux**

Place Barette - BP 903 - 27207 Vernon cedex

Tél : 0800027200

Dossier suivi par : Cadorin Nathalie

Email : ncadorin@vernon27.fr

Arrêté n° 0126/2021

Interdiction de stationner - Rue de Verdun - Du 12 mars 2021

Le Maire de la Commune de VERNON,

Vu l'article L2213-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles R 417-11§ II 5ème et 10ème et IV et V, R 411-25§III du Code de la Route,

Vu le règlement de voirie communale,

Vu le procès-verbal d'élection du Maire et des adjoints en date du 23 mai 2020,

Vu l'arrêté n°0552/2020 du 18 août 2020 portant délégation de signature à Pauline ROBERT.

Considérant la demande de SNCF RESEAU – INFRAPOLE NORMANDIE U/O VOIE SUD VALLEE DE SEINE sise 1 route des Falaises à VAL DE REUIL (27100) tendant à réaliser l'entretien des parties situées le long de la voie de chemin de fer,

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures de sécurité qui s'imposent,
Sur proposition de Madame la Directrice Générale des Services Techniques,

ARRETE

Article 1 : le stationnement sera interdit, considéré comme gênant et la mise en fourrière aux frais des propriétaires sera demandée, des deux côtés de la voie, rue de Verdun, dans sa partie comprise entre l'avenue de l'Ardèche et la rue Yvelin, le vendredi 12 mars 2021.

Article 2 : la signalisation réglementaire sera mise en place par les services techniques municipaux.

Article 3 : Madame la Directrice Générale des Services Techniques, Monsieur le Commandant de Police et tous agents de la force publique sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vernon, le 3 mars 2021



Conformément au code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Rouen peut être saisi par voie de recours formé contre le présent acte pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date de sa publication. Dans ce même délai, il peut également faire l'objet d'un recours gracieux adressé à son auteur ; cette démarche prolonge alors le délai de recours contentieux qui peut ensuite être introduit auprès du Tribunal Administratif dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).